

PluriSud : Multiplier et renouveler nos dialogues, réflexions et pratiques militantes

Par **Dominique Caouette**

Alors que s'achève la réunion du G-20, forum inter-étatique regroupant les économies considérées comme les plus « développées », force est de constater, au-delà des pays absents, que la notion du « Sud global » bat de l'aile. Si cette idée avait su remplacer celle plus ancienne de « tiers monde », initialement proposée par l'économiste et démographe Alfred Sauvy en 1952, il apparaît aujourd'hui que celle d'un « Sud global » est elle aussi devenue anachronique. Ceci non pas seulement sur le plan des disparités économiques et contradictions politiques qui existent entre les pays dits du « Sud global », mais aussi sur le plan analytique, et même dans la manière dont on conçoit aujourd'hui la solidarité et le militantisme transnational.

Pour remédier à ces défauts, Marc Semo avait proposé d'utiliser la notion de « Sud » sans le qualificatif de « global » (2022). Il s'était notamment appuyé sur la réflexion de Bertrand Badie, qui avait déclaré, quatre ans auparavant, préférer « le mot Sud, tout court, sans ce “global”, qui se réfère implicitement à la mondialisation de l'économie, car il s'agit d'une notion qui est essentiellement politique et qui le devient de plus en plus, même s'il y a à première vue peu de points communs au sein de cet ensemble entre de grands émergents, comme le Brésil ou l'Inde, et par exemple la République centrafricaine » (2018).

Il n'en reste pas moins que cette nomenclature reste réductrice et renvoie à l'idée d'une binarité entre le Nord et le Sud. Au regard de la nouvelle géopolitique des pays du Sud que révèlent actuellement la diversité des

positionnements des États dits du Sud face à l'invasion de l'Ukraine par la Russie, l'émergence de la Chine comme superpuissance économique de plus en plus influente au-delà de ses frontières, ou encore l'essor économique et politique des autres États du BRICS¹, il est pertinent d'imaginer ou de concevoir une manière plus heuristique de saisir tant la diversité que la complexité de ce vaste ensemble d'États.

En parallèle à ces changements géopolitiques, socioéconomiques et démographiques, le tournant post-positiviste au sein de théories des relations internationales avec l'apport des approches critiques, entre autres le constructivisme, le féminisme, le post-modernisme ou encore le courant néo-gramscien, ont amené un vent d'air frais et aussi une ouverture vers d'autres points de vue et vers d'autres voix.

S'inscrivant dans cette mouvance, on voit émerger aujourd'hui de nouvelles manières d'appréhender théoriquement les débats et les défis qui marquent les sociétés dites du « Sud ». Ces savoirs déjà présents, mais qui restaient dans les marges du savoir institutionnalisé et dominant, sont aujourd'hui une source d'exploration et de réflexions critiques. Dans cet espace de réflexions critiques, les perspectives décoloniales, post-coloniales, intersectionnelles et écologiques occupent une place importante. Associée aux travaux, entre autres, d'Arturo Escobar (*L'invention du développement*, 1995) et d'autres

1. Acronyme créé en 2011 comme BRIC à partir des initiales de Brésil, Russie, Inde, Chine, qui est devenu BRICS, après que l'Afrique du Sud a rejoint le groupe en 2014.

collègues latinoaméricains dont Walter Mignolo, aux écrits eux-mêmes associés aux études subalternes initiées par un historien indien Ranajit Guha (1982) et à l'étude de l'Asie du Sud, ou encore aux études postcoloniales, qui remontent aux écrits d'Edward Saïd (1978) et de Frantz Fanon (1952), une forme de renouveau intellectuel et militant vient enrichir les études liées aux États du Sud.

Dans ce numéro, nous tentons d'explorer ce nouveau foisonnement théorique à travers la notion de « PluriSud ». D'une part, ce néologisme fait écho aux efforts et écrits d'auteur-ices regroupés sous la notion de « Pluriverse ». Cette dernière a notamment été développée dans l'ouvrage éponyme publié en 2019, avec le sous-titre « a post-development dictionary » (2019). D'autre part, il correspond mieux aux réalités actuelles que les concepts de Sud ou de Sud global. Ici, PluriSud signifie mettre l'accent tout autant sur les réalités plurielles qui étaient cachées ou ignorées dans l'idée d'un Sud global, que sur l'effervescente théorique actuelle qui met de l'avant la pluralité des savoirs, des cosmologies et des expériences vécues dans les marges du monde universitaire occidental. Ces approches critiques suscitent des questionnements non seulement sur la connaissance, ce qui est considéré comme un savoir légitime, ou les méthodologies de recherche, mais aussi sur la coopération et la solidarité internationale entre les États ou les sociétés civiles. Enfin, PluriSud comprend une pluralité de pratiques militantes émergentes, qui, en retour, génèrent questionnements et réflexions théoriques critiques et y contribuent.

Réfléchir à la diversité, au sens des mots et à un nouvel internationalisme

L'objectif de ce numéro thématique est d'explorer, de rendre intelligible et de concrétiser ce que l'idée de PluriSud peut représenter en termes de réflexions critiques et aussi de nouvelles pratiques. L'ambition reste circonscrite et non exhaustive ; il s'agit davantage d'illustrer et de proposer un chantier à construire plutôt qu'un programme de recherche ou une conceptualisation achevée. Le premier bloc de textes est davantage réflexif, en commençant avec une entrevue iconoclaste réalisée par Léo Parlady avec Fousseny Traore, jeune militant du Mali qui lutte pour la justice climatique et sociale, membre fondateur du collectif *Act On Sahel*. Critique du néocolonialisme actuel et de l'arnaque que représente l'aide internationale en Afrique, celui-ci nous décrit sa vision de nouvelles formes de panafricanisme imaginées et de solidarités promues par les jeunes Africains. Il parle aussi de son souhait de voir cette solidarité s'étendre aux relations entre les militants des pays occidentaux et des pays africains.

Le deuxième article, rédigé par Denis Côté, analyste des politiques à l'Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI), présente le processus de co-construction d'un nouveau lexique de la solidarité internationale qui a été entrepris en 2018. Né d'un malaise quant aux implications (et postulats implicites) des mots et du vocabulaire dominants au sein du monde de la coopération internationale, le processus s'est étendu sur plusieurs années ; l'association ayant constaté la pertinence d'adopter une démarche axée sur la décolonisation des savoirs. Pour ce faire, des dialogues ouverts entre les membres de l'AQOCI et des homologues de l'Afrique francophone et de l'Amérique latine ont pris place sur une période de plusieurs années. Plus

exigeantes et longues, ces démarches dialogiques et co-construction ont permis la publication, en juin 2023, d'une première version d'un lexique qui est appelé à évoluer, mais qui déjà offre un coffre à outils sémantique pour discuter entre autres de colonialisme, de néocolonialisme, de coopération internationale ou encore de décolonisation.

Le troisième texte revient sur un ouvrage récent de Maïka Sondarjee, *Perdre le Sud. Décoloniser la solidarité internationale* (2020), qui a généré un véritable engouement et inspiré nombre de chercheur-es en émergence, qui se sont retrouvés dans la critique intersectionnelle et décoloniale de l'ordre mondial actuel. Dans sa recension, Sabine Lamour revient sur le point de départ de l'ouvrage, soit cet ordre international qu'elle considère comme raciste, sexiste et classiste, marqué par trois mécanismes de violence structurelle, soit la dépossession, l'exploitation et l'oppression. Dans le même souffle, Sabine Lamour synthétise avec clarté le concept d'internationalisme radical proposé dans l'ouvrage comme solution de rechange à l'ordre mondial qu'elle résume comme étant « une décolonisation des rapports multi et bilatéraux, laquelle décolonisation devrait prendre en compte les savoirs locaux développés sur un temps long par les femmes, et les autres minorités, incluant les personnes LGBTQI ».

Appréhender de manière critique et réflexive des enjeux contemporains

Le second bloc comprend trois analyses critiques d'enjeux spécifiques qui touchent et menacent à différents degrés et de manières distinctes le PluriSud. Le premier texte, par Louise Laurent, se penche sur un nouvel enjeu, de plus en plus présent, soit la migration climatique qui est examinée à la lumière d'une perspective des

droits humains et de l'expérience des personnes qui vivent cette réalité. À partir d'un survol pluridisciplinaire de la littérature actuelle sur les déplacements forcés par les aléas climatiques, elle souligne comment ces situations particulières de mobilité sont multiples et diverses, ce qui complique énormément leur traitement ou l'action des institutions internationales puisque celles-ci « préfèrent la précision à l'incertitude ». C'est à travers de nouveaux instruments de droit international non contraignants, soit le Pacte mondial sur les réfugiés (2018) et le Pacte mondial sur les migrations sûres, ordonnées et régulières (2018), mais aussi et surtout en écoutant et en accordant la priorité aux personnes directement concernées, qu'il devient possible d'envisager des solutions adaptées et durables.

Le second texte de ce bloc thématique a été rédigé par Camille Ouzilou. Cette dernière poursuit l'effort réflexif sur les limites et les biais néocoloniaux présents dans nombre d'instrument légaux internationaux. Ici, l'autrice s'interroge sur les interventions humanitaires. D'emblée, elle souligne comment ces interventions portent en elles « l'idée d'une mission civilisatrice et d'un "fardeau de l'homme blanc", ce qui implique alors une hiérarchie entre les bénéficiaires de l'aide et ceux qui l'administrent ». Conscientes de ce biais cognitif, les institutions internationales sont néanmoins pressées d'agir face aux génocides et violences commis contre les civils. C'est ainsi que l'on voit la notion de « responsabilité de protéger » (R2P ou *right to protect*) apparaître dans les années 1990. Ouzilou se demande s'il est possible d'imaginer des opérations humanitaires fondées sur le droit de protéger qui ne soient pas porteuses d'un biais néocolonial. À travers une revue de la littérature sur la notion du droit de protéger et à la lumière des apports des approches décoloniales, Ouzilou conclut qu'il

est possible de reconceptualiser l'intervention humanitaire. En revanche, cette démarche est particulièrement difficile car il existe « une véritable méconnaissance, voire un mépris injustifié des puissances occidentales des sociétés du Sud ». L'avènement d'un véritable dialogue et la construction d'une relation égalitaire et réciproque est possible, mais risque d'être ardu car cela remettrait en question l'ordre mondial actuel.

Dans le troisième texte de ce bloc, Anys Toupin-Khellef examine l'aide publique au développement du Canada à la lumière des études postcoloniales, y compris les propositions avancées par Sondarjee. Faisant écho aux propos d'Ouzilou, il souligne comment les politiques étrangères des pays occidentaux « manifestent des biais qui perpétuent leur image de supériorité intrinsèque et les rapports de domination issus de la colonisation, empêchant ainsi la décolonisation mentale ». Son étude tombe à point maintenant que le Canada a choisi d'adopter une politique d'aide internationale féministe. Une fois les jalons d'une analyse postcoloniale établis, il applique ceux-ci à l'analyse de la Politique d'aide internationale féministe du Canada (PAIF). Pour ce faire, il mobilise plus spécifiquement la notion de féminisme civilisationnel développée par Françoise Vergès, qui questionne l'universalisme des thèses féministes occidentales, ainsi que les expressions occidentales et modernes relatives au genre. Malgré une volonté affirmée des responsables de mettre place une PAIF authentique, son analyse des composantes de cette politique et discours déployés par Affaires mondiales Canada, l'auteur n'en conclut pas moins que la PAIF, « reste tributaire et prisonnière d'une vision ethnocentriste et limitée du mouvement des femmes ».

Dans le quatrième texte de ce bloc, Lucy Pyrrha se penche sur l'impact genré des changements climatiques, en particulier l'action du Canada. Son observation de départ est inquiétante. Malgré l'existence d'une riche littérature sur la manière dont les effets des changements climatiques renforcent les inégalités de genre déjà existantes, « le Canada a encore des efforts à faire pour atténuer les inégalités de genre liées aux changements climatiques dans son action climatique à l'étranger. » Malgré la volonté affirmée du Canada dans sa politique d'aide féministe, la mise en place d'une action cohérente et conséquente implique une décolonisation et une localisation de celle-ci. Comme elle le souligne avec éloquence, « une véritable décolonisation de la pratique de coopération internationale exige de se situer dans une perspective de transformation sociale profonde, de privilégier les intérêts des groupes subalternes et de valoriser leurs points de vue ». Alors que les impacts des changements climatiques augmentent et touchent une grande partie des populations marginalisées, en particulier les femmes, il devient impératif de reconnaître que pour y faire face, il importe de saisir le genre, l'origine ethnique, la classe, la religion et l'âge affectent et déterminent la manière dont ces bouleversements sont vécus et ressentis.

Imaginer, militer et mettre en place des pratiques nouvelles

Le troisième et dernier bloc comprend trois textes qui présentent des pratiques émergentes dans les États du PluriSud. Ces pratiques s'éloignent des paradigmes dominants pour aller vers des conceptions de rechange et plus inclusives, que ce soit en agriculture, en éducation ou sur le plan de la participation politique en contexte autoritaire.

Le premier article, rédigé par Kali Abraham, traite de la mise en place de pratiques agricoles novatrices, que l'on associe à l'agroécologie. Cette pratique nouvelle et radicale de l'agriculture s'inscrit dans le sillon du développement durable. Tout d'abord, elle repose sur la richesse et la diversité des savoirs locaux et l'adaptation au milieu écologique où elle est pratiquée. Deuxièmement, au cœur de l'agroécologie, on retrouve « la protection et l'intégration de la biodiversité indigène, l'utilisation d'intrants non toxiques pour remplacer les pesticides et les fertilisants chimiques, le respect des écosystèmes et l'utilisation et la conservation de semences locales, adaptées à l'environnement local, donc plus résilientes ». Troisièmement, l'agroécologie s'inscrit dans une mouvance économique « axées sur la démultiplication des processus décisionnels afin de renforcer une économie de proximité et une économie équitable ». Enfin, l'agroécologie est éminemment politique car elle implique, sur les plans local et national, la création et mise en œuvre de politiques agraires inclusives qui accordent une place prépondérante aux cultivateur·ices locaux puisqu'ils sont les porteur·euses de savoirs appropriés. Sur le plan international, l'agroécologie remet en question l'ordre économique dominant « qui souscrit à la libéralisation des marchés, la surexploitation des ressources naturelles et la domination socio-économique des pays occidentaux ».

Le second texte, rédigé par Luc Allaire, présente une initiative en éducation, les cercles d'étude, mis en place tant en Afrique qu'en Amérique latine. Soutenus par différentes centrales syndicales du Québec et de l'Europe, ces cercles d'étude reprennent tant les idées de Paulo Freire que les formes locales de discussion et de prise de décision entre autres autour d'un « arbre à palabres ». Aujourd'hui, des dizaines de

cercles d'études sont en place, non seulement en Afrique de l'Ouest, mais aussi dans la région des Grands Lacs et en Colombie. Comme en témoigne l'auteur, cette approche conversationnelle et non linéaire permet au participant de « Développer sa confiance en soi; Apprendre à partager des idées et à respecter des positions différentes; Maîtriser les bienfaits de l'interdépendance en travaillant avec les autres; Enrichir ses connaissances et développer son esprit critique; Apprendre à mettre en pratique les principes de la démocratie ». Cette adaptation d'une pratique locale déjà en place mise sur les échanges et la réflexion collective et contribue à un renouveau syndical et militant.

Dernier texte de la section thématique et troisième texte sur les pratiques militantes émergentes, « Contester à l'ère du numérique sous régime autoritaire », rédigé par Laudia Gravel, nous transporte en Thaïlande où l'on assiste depuis le début de la décennie à de nouvelles formes de mobilisations militantes. Ces dernières sont lancées et soutenues en grande partie par la jeunesse « branchée » thaïlandaise, plus particulièrement celle fréquentant les écoles secondaires de Bangkok, est prête à défier les autorités militaires qui, après avoir modifié la Constitution en 2016, se sont assurés de maintenir une position dominante au sein du pouvoir exécutif et des institutions législatives. Ce qui caractérise cette nouvelle mouvance hétérogène est qu'elle est marquée d'une part par la mise en place de nouvelles stratégies militantes et d'actions collectives au sein desquelles l'utilisation du numérique est centrale. Et ce, malgré le fait que les militaires ont mis en place un système de censure et de surveillance numérique sophistiqué. D'autre part, pour la première fois de manière aussi explicite et audacieuse, cette nouvelle génération de militant·es est prête à défier la figure du Roi,

et à s'exposer aux conséquences de l'application de la loi de lèse-majesté toujours vigueur. Enfin, signe des temps, avec l'utilisation de mot-clics et l'incorporation de symboles et d'éléments satiriques puisés à même la culture pop, comme Harry Potter ou la tétralogie de science-fiction « Hunger Games », les militants ont été en mesure de galvaniser la participation d'un large public plutôt jeune, mais surtout d'attirer l'attention internationale sur leur lutte pour la démocratie.

Bref, le PluriSud est définitivement pluriel et complexe. Source à la fois de nouveaux courants de pensée critique et originale et de pratiques militantes émergentes, il est aujourd'hui le lieu d'expressions de dissonances cognitives pour les courants théoriques dominants et un espace d'imaginaires décoloniaux, postcoloniaux et d'approches intersectionnelles novatrices. Cette turbulence théorique permet aux savoirs locaux et aux voix dissidentes marginalisées au sein des milieux universitaires établis d'affirmer tout autant des ontologies que des épistémologies qui résonnent au-delà des marges. En cela, le PluriSud se rapproche des perspectives, écrits, savoirs et militances autochtones de l'espace nord-américain.

Notice biographique

Dominique Caouette est professeur titulaire au Département de science politique de l'Université de Montréal. Il est également directeur de l'Observatoire des droits de la personne du Centre d'études et de recherches internationales de l'Université de Montréal et membre du Comité éditorial de la *Revue Possibles* depuis 2009. Ses recherches portent sur les mouvements sociaux, les réseaux transnationaux et la géopolitique particulièrement en Asie du Sud-Est.

Références

Kothari, A., Salleh, A., Escobar, A., Demaria, F. et Acosta, A., (2019). *Pluriverse. A Post-Development Dictionary*. New York: Columbia University Press.

Badie, B., (2018). *Quand le Sud réinvente le monde*. Paris : La Découverte.

Escobar, A., (1995). *Encountering Development. The making and unmaking of the third world*. Durham: Duke University Press.

Escobar, A., (2018). *Designs for the Pluriverse. Radical interdependence, autonomy, and the making of worlds*. Durham: Duke University Press.

Fanon, F., (1952). *Peau noire, masques blancs*. Paris : Éditions du Seuil.

Guha, R., et Spivak, G. C., (1988). *Selected Subaltern Studies*. New York: Oxford University Press.

Mignolo, W. D., et Walsh, C. E., (2018). *On Decoloniality. Concepts, Analytics, Praxis*. Durham: Duke University Press.

Saïd, E., (2005) [1978]. *L'Orientalisme. L'Orient créé par l'Occident*. Paris : Éditions du Seuil.

Semo, M., (2022). « Le "Sud global", cet ensemble hétérogène de pays non alignés », *Le Monde*. 26 octobre. Disponible sur : https://www.lemonde.fr/idees/article/2022/10/26/le-sud-global-cet-ensemble-heterogene-de-pays-non-alignes_6147333_3232.html

Sondarjee, M., (2020). *Perdre le Sud : décoloniser la solidarité internationale*. Montréal : Éditions Écosociété.

Vergès, F., (2019). *Un féminisme décolonial*. Paris : Éditions La Fabrique.